

**ARRÊTÉ INTER-PRÉFECTORAL
PORTANT AUTORISATION DE PÉNÉTRER SUR LES PROPRIÉTÉS PRIVÉES DU
BASSIN VERSANT DU LOING DANS LE CADRE DU PROGRAMME D' ACTIONS DE
PRÉVENTION DES INONDATIONS (PAPI)**

La préfète du Loiret
Chevalier de la Légion d'Honneur

Le préfet de Seine-et-Marne
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Le préfet de l'Yonne

Le préfet de la Nièvre
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de justice administrative ;

VU le Code pénal et notamment ses articles 322-1, 322-2 et 433-11 ;

VU la loi du 29 décembre 1892 modifiée sur les dommages causés à la propriété privée par l'exécution des travaux publics ;

VU le décret du 25 novembre 2020 nommant M. Daniel BARNIER préfet de la Nièvre ;

VU le décret du 10 février 2021 nommant Mme Régine ENGSTRÖM préfète de la Région Centre-Val de Loire, préfète du Loiret ;

VU le décret du 26 mars 2021 nommant M. Benoît LEMAIRE secrétaire général de la préfecture du Loiret, sous-préfet d'Orléans ;

VU l'arrêté préfectoral du 27 juillet 2021 portant délégation de signature de M. Benoît LEMAIRE, secrétaire général de la préfecture du Loiret ;

VU le décret du 30 juin 2021 nommant M. Lionel BEFFRE préfet de Seine-et-Marne ;

VU le décret du 16 mars 2022 nommant M. Pascal JAN préfet de l'Yonne ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2018 portant création d'un Établissement Public d'Aménagement et de Gestion des Eaux (EPAGE) sur le bassin versant du Loing ;

VU la demande du 8 août 2022 présentée par l'établissement public d'aménagement et de gestion des eaux (EPAGE) du Loing, sollicitant l'autorisation de pénétrer sur les propriétés privées nécessaire à la réalisation des actions suivantes du PAPI d'intention du bassin versant du Loing :

- Action 1.1 **volet B** : « Étude de nappes » ;
- Action 2.1 : « Élaboration d'une stratégie pour compléter la surveillance et la prévision des crues et des inondations sur le bassin du Loing » ;
- Action 3.3 : « Accompagnement à la réalisation d'exercices de gestion de crise » ;
- Action 6.1 : « Étude des aménagements hydrauliques sur le bassin du Loing » ;
- Action 6.2 : « Définition d'une stratégie de préservation et de restauration des zones d'expansion des crues » ;
- Action 7.1 : « Étude des systèmes d'endiguement sur le bassin du Loing ».

CONSIDÉRANT la nécessité d'effectuer des reconnaissances et des prospections sur le terrain à l'échelle du territoire concerné ;

CONSIDÉRANT que cette campagne nécessite de pénétrer dans les propriétés privées, closes ou non closes, et qu'il convient de prendre toute mesure pour que les agents désignés n'éprouvent aucun empêchement de la part des propriétaires ou exploitants des terrains concernés par l'étude précitée ;

SUR la proposition du directeur départemental des territoires du Loiret ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{ER}: Les agents de l'EPAGE du Loing et les agents missionnés par l'EPAGE du Loing sont autorisés à pénétrer sur les propriétés closes et non closes, à l'exclusion des maisons d'habitation, dans le but d'exécuter les relevés et constats nécessaires à la réalisation de l'étude précitée.

ARTICLE 2 : Les personnes bénéficiaires de la présente autorisation devront être en possession d'une copie de cet arrêté qu'elles seront tenues de présenter à toute réquisition. Elles ne pourront pénétrer dans les propriétés privées qu'après l'accomplissement des formalités prescrites par l'article 1^{er} de la loi du 29 décembre 1892 susvisée :

– pour les propriétés non closes, à l'expiration d'un délai d'affichage de dix jours dans chacune des mairies concernées ;

– pour les propriétés closes, autres que les maisons d'habitation, à l'expiration d'un délai de cinq jours à dater de la notification individuelle du présent arrêté au propriétaire concerné ou, en son absence, au gardien de la propriété. À défaut de gardien connu demeurant dans la commune, le délai ne courra qu'à partir de la notification au propriétaire faite en mairie. Ce délai expiré, si personne ne se présente pour permettre l'accès, les bénéficiaires pourront entrer avec l'assistance du juge du tribunal d'instance.

ARTICLE 3 : L'autorisation prévue à l'article 1^{er} ci-dessus s'applique sur le territoire des communes suivantes :

Communes du Loiret :

ADON, AILLANT-SUR-MILLERON, AMILLY, AUVILLIERS-EN-GÂTINAIS, AUXY, BARVILLE-EN-GÂTINAIS, BATILLY-EN-GÂTINAIS, BAZOCHES-SUR-LE-BETZ, BEAUCHAMPS-SUR-HUILLARD, BEAUNE-LA-ROLANDE, BELLEGARDE, BOËSSES, BOISCOMMUN, BOISMORAND, BORDEAUX-EN-GÂTINAIS, BOUZY-LA-FORÊT, BRETEAU, BROMEILLES, CEPOY, CHAILLY-EN-GÂTINAIS, CHÂLETTE-SUR-LOING, CHANTECOQ, CHAPELON, CHÂTEAU-RENARD, CHATENOY, CHÂTILLON-COLIGNY, CHEVANNES, CHEVILLON-SUR-HUILLARD, CHEVRY-SOUS-LE-BIGNON, CHUELLES, COMBREUX, CONFLANS-SUR-LOING, CORBEILLES, CORQUILLEROY, CORTRAT, COUDROY, COURCELLES, COURTEMAUX, COURTEMPIERRE, COURTENAY, DAMMARIE-SUR-LOING, DORDIVES, DOUCHY-MONTCORBON, ÉCHILLEUSES, ÉGRY, ERVAUVILLE, ESCRIGNELLES, FEINS-EN-GÂTINAIS, FERRIÈRES-EN-GÂTINAIS, FONTENAY-SUR-LOING, FOUCHEROLLES, FREVILLE-DU-GÂTINAIS, GAUBERTIN, GIEN, GIROLLES, GONDREVILLE, GRISELLES, GYLES-NONAINS, JURANVILLE, LA BUSSIÈRE, LA CHAPELLE-SAINT-SÉPULCRE, LA CHAPELLE-SUR-AVEYRON, LA COUR-MARIGNY, LA SELLE-EN-HERMOY, LA SELLE-SUR-LE-BIED, LADON, LANGESSE, LE BIGNON-MIRABEAU, LE CHARME, LE MOULINET-SUR-SOLIN, LES CHOUX, LOMBREUIL, LORCY, LORRIS, LOUZOUER, MELLEROY, MÉRINVILLE, MÉZIÈRES-EN-GÂTINAIS, MIGNÈRES, MIGNERETTE, MONTARGIS, MONTBARROIS, MONTBOUY, MONTCRESSON, MONTEREAU, MONTLIARD, MORMANT-SUR-VERNISSON, MOULON, NARGIS, NESPLOY, NEVOY, NIBELLE, NOGENT-SUR-VERNISSON, NOYERS, OUSSOY-EN-GÂTINAIS, OUZOUEUR-DES-CHAMPS, OUZOUEUR-SOUS-BELLEGARDE, OUZOUEUR-SUR-TRÉZÉE, PANNES, PAUCOURT, PERS-EN-GÂTINAIS, PRÉFONTAINES, PRESNOY, PRESSIGNY-LES-PINS, QUIERS-SUR-BÉZONDE, ROSOY-LE-VIEIL, SAINTE-GENEVIÈVE-DES-BOIS, SAINT-FIRMIN-DES-BOIS, SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS, SAINT-HILAIRE-LES-ANDRÉSIS, SAINT-HILAIRE-SUR-PUISEAUX, SAINT-LOUP-DE-GONNOIS, SAINT-LOUP-DES-VIGNES, SAINT-MARTIN-D'ABBAT, SAINT-MAURICE-SUR-AVEYRON, SAINT-MAURICE-SUR-FESSARD, SAINT-MICHEL, SCEAUX-DU-GÂTINAIS, SOLTERRE, SURY-AUX-BOIS, THIMORY, THORAILLES, TREILLES-EN-GÂTINAIS, TRIGUÈRES, VARENNES-CHANGY, VIEILLES-MAISONS-SUR-JOUDRY, VILLEMAMDEUR, VILLEMOUTIERS, VILLEVOQUES, VIMORY

Commune de la Nièvre :

SAINT-AMAND-EN-PUISAYE

Communes de Seine-et-Marne :

ARVILLE, AUFFERVILLE, BAGNEAUX-SUR-LOING, BEAUMONT-DU-GATINAIS, BLENNES, BOUGLIGNY, BOURRON-MARLOTTE, BRANSLES, BURCY, CHAINTREUX, CHATEAU-LANDON, CHATENOY, CHENOU, CHEVRAINVILLIERS, CHEVRY-EN-SEREINE, DARVAULT, DIANT, DORMELLES, EGREVILLE, ESMANS, FAYLES-NEMOURS, FLAGY, FONTAINEBLEAU, FROMONT, GARENTREVILLE, GIRONVILLE, GREZ-SUR-LOING, GUERCHEVILLE, ICHY, LA CHAPELLE-LA-REINE, LA GENEVRAYE, LA GRANDE-PAROISSE, LA MADELEINE-SUR-LOING, LARCHANT, LORREZ-LE-BOCAGE-PREAUX, MAISONCELLES-EN-GÂTINAIS, MONDREVILLE, MONTCOURT-FROMONVILLE, MONTIGNY-SUR-LOING, MONTMACHOUX, MORET-LOING-ET-ORVANNE, NANTEAU-SUR-LUNAIN, NEMOURS, NOISY-RUDIGNON, NONVILLE, OBSONVILLE, ORMESSON, PALEY, POLIGNY, RECLOSES, REMAUVILLE, SAINT-ANGE-LE-VIEL, SAINT-MAMMES, SAINT-PIERRE-LES-NEMOURS, SOUPPES-SUR-LOING, THOURY-FEROTTES, TREUZY-LEVELAY, URY, VAUX-SUR-LUNAIN, VILLEBEON, VILLECERF, VILLEMARECHAL, VILLEMER, VILLE-SAINT-JACQUES, VILLIERS-SOUS-GREZ, VOULX

Communes de l'Yonne :

BLENEAU, BRANNAY, CHAMPCEVRAIS, CHAMPIGNELLES, CHAMPIGNY, CHARNY ORÉE DE PUISAYE, CHAUMONT, CHEROY, COULANGERON, COURTOIN, CUDOT, DIGES, DOLLOT, DOMATS, DRACY, EGRISSELLES-LE-BOCAGE, FONTAINES, FONTENOY, FOUCHERES, JOUY, LA BELLIOLE, LA FERTE-LOUPIERE, LAIN, LAINSECQ, LALANDE, LAVAU, LES HAUTS DE FORTERRE, LEUGNY, LEVIS, LIXY, MERRY-LA-VALLEE, MERRY-SEC, MEZILLES, MONTACHER-VILLEGARDIN, MOULINS-SUR-OUANNE, MOUTIERS-EN-PUISAYE, OUANNE, PARLY, PIFFONDS, PONT-SUR-YONNE, PRECY-SUR-VRIN, ROGNY-LES-SEPT-ÉCLUSES, RONCHERES, SAINT-AGNAN, SAINTE-COLOMBE-SUR-LOING, SAINT-FARGEAU, SAINT-LOUP-D'ORDON, SAINT-MARTIN-DES-CHAMPS, SAINT-MARTIN-D'ORDON, SAINT-PRIVE, SAINTS, SAINT-SAUVEUR-EN-PUISAYE, SAINT-SEROTIN, SAINT-VALERIEN, SAVIGNY-SUR-CLAIRIS, SEMENTRON, SEPEAUX-SAINT ROMAIN, SOMMECAISE, SUBLIGNY, TANNERRE-EN-PUISAYE, THURY, TOUCY, TREIGNY, VALLERY, VERNOY, VILLEBOUGIS, VILLEMANOCHE, VILLENEUVE-LA-DONDAGRE, VILLENEUVE-LES-GENETS, VILLEROY, VILLETHIERRY, VILLIERS-SAINT-BENOIT

ARTICLE 4 : Dans le cas où les propriétaires auraient à supporter des dommages causés par les personnes chargées de l'étude, l'indemnité sera réglée, autant que possible, à l'amiable. Au cas où un arrangement ne pourrait avoir lieu, le dommage sera évalué par le Tribunal Administratif, conformément aux dispositions de la loi du 29 décembre 1892.

ARTICLE 5 : Chacun des maires des communes concernées est invité à prêter son concours et, au besoin, l'appui de son autorité pour écarter les difficultés auxquelles pourrait donner lieu l'exécution des opérations. En cas de résistance quelconque, il est enjoint aux fonctionnaires municipaux et à tout agent de la force publique d'intervenir pour assurer l'exécution des dispositions qui précèdent.

ARTICLE 6 : La présente autorisation est accordée à compter de la date de signature du présent arrêté et jusqu'au 31 décembre 2023.

ARTICLE 7 : Les opérations ne pourront commencer qu'à l'expiration d'un délai de dix jours au moins à compter de la date de l'affichage en mairie du présent arrêté, qui sera périmé de plein droit si, dans les six mois, il n'est pas suivi d'exécution.

ARTICLE 8 : Le présent arrêté est publié et affiché dans chacune des mairies concernées au moins dix jours avant le début de la mission de terrain de l'étude.

ARTICLE 9 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 10 : Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs des Préfectures du Loiret, de la Seine-et-Marne, de l'Yonne et de la Nièvre. Une copie en est déposée dans chacune des mairies du territoire concerné.

ARTICLE 11 : Les Secrétaires Généraux des Préfectures du Loiret, de la Seine-et-Marne, de l'Yonne et de la Nièvre, les Directeurs Départementaux des Territoires du Loiret, de la Seine-et-Marne, de l'Yonne et de la Nièvre et les maires des communes concernées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera transmise au Président de l'EPAGE du Loing, au Directeur de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie, aux responsables des bureaux d'études ISL Ingénierie, SEPIA Conseil et Géomexpert et à M. les Directeurs Départementaux de la Sécurité Publique du Loiret, de la Seine-et-Marne, de l'Yonne et de la Nièvre ainsi qu'aux commandants de groupement de Gendarmerie du Loiret, de la Seine-et-Marne, de l'Yonne et de la Nièvre.

à Orléans, le - 7 SEP. 2022

Pour la préfète et par délégation,
Le secrétaire général

Benoît LEMAIRE

à Melun, le 06 OCT. 2022

Le préfet

Lionel BEFFRE

à Auxerre, le

16 SEP. 2022

Le préfet

Pascal JAN

à Nevers, le

26 SEP. 2022

Le préfet

Daniel BARNIER

Dans un délai de deux mois à compter de la date de la notification ou de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture, les recours suivants peuvent être introduits conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 et suivants du Code de justice administrative ;

– un recours gracieux, adressé à : **Mme la Préfète**, Service de la Coordination des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial – 181, rue de Bourgogne 45 042 Orléans Cedex ;

– un recours hiérarchique, adressé au(x) ministre(s) concerné(s) ;

Dans ces deux cas, le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.

– un recours contentieux, en saisissant : le Tribunal Administratif – 28, rue de la Bretonnerie 45 057 ORLÉANS CEDEX 1.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr